

Observatoire de la Gouvernance de la Sécurité Privée: Modèle de proposition de projet par un membre

Informations sur l'organisation

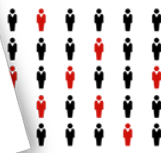
Organisation	Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociétale et Environnementale « OAERSE »
Personne de contact	Freddy KASONGO
Email	fkasongo@maliyetu.org & oearserdc@gmail.com
N° de téléphone	+243995567001

Proposition (partie A)

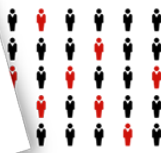
Nom du projet	Campagne de sensibilisation pour l'amélioration de la gouvernance des ESPs en RDC
Objectifs de l'Observatoire remplis par le projet	<ul style="list-style-type: none"> X Conduire des recherches relatives aux opportunités et défis régionaux comme base pour la sensibilisation des divers acteurs et afin de permettre l'identification de points d'entrée pour un engagement plus large ; <input type="checkbox"/> Favoriser un environnement propice au développement d'un réseau d'OSC et à l'établissement d'une communauté de pratique qui encourage le partage de connaissances et de bonnes pratiques ; X Supporter la capacité de la société civile à ouvrir le dialogue avec les autorités nationales, les organisations internationales et les compagnies afin de promouvoir une efficacité accrue de la supervision et la responsabilisation du secteur de la sécurité privée ; X Identifier et faciliter les point d'entrée pour les activités de plaidoyer et de monitoring de la société civile, leur permettant de contribuer aux mécanismes de responsabilisation au niveau national, régional et international ; <input type="checkbox"/> Elargir l'espace virtuel pour l'engagement de la société civile en facilitant l'utilisation des médias sociaux et d'outils en ligne innovateurs.

Proposition (partie B)

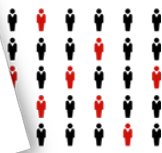
Zone géographique	République Démocratique du Congo
Partenaires	DCAF & le comité de pilotage en tant que partenaires pour nous aider à orienter l'étude dans la bonne direction.



	<p>Le ministère de l'intérieur comme autorité des ESP et les maisons de gardiennages (ESP) dans le cadre d'interview pour nous permettre de comprendre le secteur et d'identifier les défis dans la gouvernance du secteur de la sécurité privée en RDC.</p>
<p>Rationnelle</p>	<p>Depuis la libéralisation du secteur minier en RDC et l'ouverture de certains investissements publics aux capitaux privés, la République Démocratique du Congo (RDC) a vu l'émergence d'un nombre important d'entreprises de la sécurité privée (ESP), appelées communément 'société de gardiennage'.</p> <p>Le pays connaît aussi une augmentation des poches d'insécurité, observées en particulier dans les zones de l'Est, où les groupes armés sont souvent impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles ; et face à un taux important de chômage, au creusement des inégalités sociales ainsi qu'à la progression de la délinquance : autant de facteurs favorisant l'augmentation de la demande en service de sécurité privée.</p> <p>Les services offerts par les ESP se sont étendus et diversifiés au fil du temps, ajoutant aux simples services de gardiennage des services spécialisés tels que : le transport de fonds ; les services de sécurité électronique ; l'usage de matériel spécialisé, tel que des fourgons blindés ou des chiens ; la mise en place d'équipes d'intervention rapide, ou encore la conception de plans d'évacuation et de tracking des marchandises, notamment des minerais.</p> <p>Lors de recherches préliminaires sur la gouvernance des ESP en RDC, menées dans le cadre de l'Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, l'organisation OEARSE a identifié un certain nombre de défis auquel le secteur de la sécurité privée en RDC est confronté, notamment : l'inexistence d'un registre public répertoriant toutes les ESP; la non prise en compte des principes des droits fondamentaux et du respect des droits de l'Homme dans la réglementation du secteur; le faible respect de la législation en matière de droit du travail par certaines sociétés de gardiennage, ainsi que les difficultés pour établir la responsabilité des</p>



	<p>sociétés de gardiennage lors de revendications de communautés ou d'individus touchés par leurs activités. A cela s'ajoute une gouvernance globalement inefficace, teintée par le risque de corruption et le manque de transparence dans les appels d'offre de passation de marché.</p> <p>Le secteur de la sécurité privée en RDC n'est réglementé que par l'arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/037/2014 du 27 juin 2014, modifiant et complétant l'Arrêté ministériel n°98/008 relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage.</p> <p>Ce bref arrêté de 15 articles règlemente le secteur de façon insuffisante, ne prenant pas en compte les bonnes pratiques internationales relatives au secteur. L'étude que nous mènerons évaluera les défis et opportunités du cadre juridique par rapport aux pratiques internationales et formulera des recommandations pouvant permettre d'améliorer la bonne gouvernance du secteur.</p>
<p>Description du projet</p>	<p>L'étude vise à fournir une analyse de base sur le cadre juridique et le rôle des fournisseurs des services dans l'industrie de la sécurité privée en RDC. Ce projet évaluera les défis auxquels sont confrontés divers acteurs de l'industrie de la sécurité privée (tel que : les entités publiques de réglementation du secteur, les entreprises de la sécurité privée et ses clients, la société civile et les communautés qui sont impactées par activités des ESP) dans la prise en compte des questions de droit humain et d'agissement responsable. L'étude explorera les points d'entrée pour l'engagement de la société civile vers un changement positif et encouragera l'engagement et le dialogue des différentes parties prenantes.</p> <p>L'étude de sera effectuée dans deux grandes provinces minières : le Haut Katanga et le Lualaba, étant donnée qu'il est observé dans les deux régions une forte présence d'entreprises extractives et autres ayant recours aux services d'ESPs.</p>



Pour cette étude, l'OEARSE combinera la méthode quantitative et qualitative dans la collecte et l'analyse des données. Cette dernière aura principalement lieu sous forme d'une recherche documentaire ainsi que d'une enquête auprès des parties prenantes, au travers d'un questionnaire de recherche. Ce questionnaire permettra d'élaborer une analyse contextuelle approfondie du secteur de la sécurité privée nationale et de mettre en évidence les éventuelles problématiques relatives à la prestation, à la gestion et au contrôle de ses activités. Ces recherches nous permettront :

- De faire une mise en contexte du secteur de la sécurité privée congolais;
- De clarifier les principales sources législatives nationales relatives à la sécurité privée, ainsi que leurs caractéristiques essentielles.
- D'offrir un aperçu des principaux défis mis en évidence par les recherches – tant au niveau réglementaire qu'opérationnel, ainsi qu'un aperçu des bonnes pratiques identifiées en RDC.

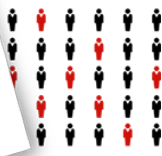
Cette consolidation des connaissances du secteur de la sécurité privée nous permettra de dégager des conclusions et de proposer des recommandations qui serviront de base pour la rédaction d'un rapport écrit, permettant une diffusion large des connaissances acquises. La diffusion des connaissances sera assurée par un atelier de validation de l'étude avec les personnes/acteurs ayant participé à l'interview, ainsi que d'autres acteurs clés qui auront été identifiés au cours de l'étude.

L'atelier visera aussi à susciter l'engagement des parties prenantes pour l'amélioration de la gouvernance et la réglementation de l'industrie de la sécurité privée en RD Congo dans un cadre multi acteur.

Les résultats de l'étude et les recommandations seront adressées à l'Autorité de régulation, au législateur, à la corporation des Entreprises

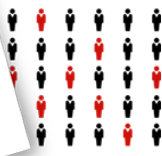


	<p>de la sécurité privée, aux clients des ESP, à la Société civile et aux communautés affectées. Une large distribution aura le potentiel d'accroître la sensibilité et de soulever des questionnements pouvant encourager les parties prenantes à ouvrir le dialogue et à s'engager pour œuvrer pour la réforme du cadre réglementaire de la sécurité privée en RDC.</p>
<p>Rôles et responsabilités</p>	<p>DCAF et le comité de pilotage de l'observatoire ; assurera l'accompagnement technique pour faciliter l'atteinte des objectifs de l'étude.</p> <p>Ils contribueront par des commentaires aux résultats de la recherche avant la publication.</p> <p>L'OEARSE sera le partenaire de mise en œuvre et responsable de la coordination de l'action au niveau du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion du projet - Planification et coordination de la recherche - Supervision des consultants <p>Deux membres de l'organisation seront affectés directement à la mise en œuvre du projet comme consultant, afin de faciliter la production de l'étude et la recherche.</p>



Calendrier

Activités	Dates limite				
	12/18	01/19	02/19	03/19	04/19
1. Etude sur l'état de lieu sur la gouvernance des ESPs en RDC <ul style="list-style-type: none"> - Développement et validation du questionnaire d'enquête ; - Travail d'enquête sur le terrain ; - Collecte des données ; - Réunions et entretiens ; - Et saisie des données, analyse et rédaction du rapport de l'étude. 					
2. Partager avec le DCAF et le Comité de pilotage, le premier DRAFT du rapport d'étude pour commentaire					
3. Finalisation de l'étude (incorporation des commentaires des partenaires)					
4. Atelier de lancement et validation de l'étude					
6. Rapport Narratif et Financier					



Monitoring & Evaluation

Objectifs

(Objectifs du projet au sens large)

Création outils de connaissances : l'étude offrira la création d'une base de connaissance faisant jusqu'à présent défaut en RDC et à partir de laquelle les parties prenantes pourront se baser pour mener des actions futures de plaidoyer. En particulier, cette nouvelle base de connaissance favorisera la mise en place d'un projet de plaidoyer auprès des parlementaires afin d'encourager un meilleur monitoring et une meilleure réglementation du secteur de la sécurité privée.

Promotion des normes et bonnes pratiques: l'analyse des défis ainsi que l'analyse du cadre juridique et de son processus de mise en œuvre permettront d'identifier les défis et les bonnes pratiques et de proposer des recommandations en ligne avec les bonnes pratiques internationales pour améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité privée.

Engagement des acteurs clés : afin de promouvoir une bonne gouvernance du secteur de la sécurité privée, les différentes parties prenantes sont sensibilisées et encouragées à s'engager sur le sujet.

Baseline

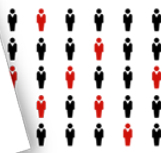
(Situation avant le début du projet)

1. Manque de connaissance et d'analyse sur l'industrie de la sécurité privée et sa réglementation en république démocratique du Congo ;
2. Les questions d'agissement responsables sont rarement intégrées dans la politique de gouvernance des ESP en RD Congo ;
3. La RDC n'a jamais légiféré sur les EPS, seul un arrêté ministériel régit le secteur.

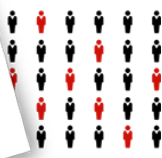
Indicateurs

(Listez ici les éléments qui permettront de mesurer la réussite du projet)

1. Les informations clés relatives à l'industrie de la sécurité privée en RDC sont identifiées;



2. Une compréhension du cadre juridique et réglementaire de l'industrie de la sécurité privée EN RDC est fournie et les lacunes et les défis de sa la mise en œuvre sont identifiés;
3. Des recommandations et des opportunités pour assurer la conformité au cadre réglementaire par rapport aux pratiques internationales sont soulevées ;
4. Un état des lieux du secteur de la sécurité privé et de sa gouvernance en RDC est produit ;
5. Les conclusions de l'étude ont été partagées, afin d'assurer un engagement des acteurs au-delà de la fin de la recherche..



Risques et stratégie de gestion de risque

Risque	Probabilité Bas/Moyen/Fort	Impacte Bas/Moyen/Fort	Mesure de mitigation
Pas d'accès aux participants pour les entretiens / disponibilité des participants à être interviewés.	Moyen	Moyen	Dans notre stratégie d'action, nous avons prévus des contacts directs avec les acteurs susceptibles de détenir ou de nous informer sur les éléments recherchés.
Environnement sécuritaire et politique	Moyen	Moyen	Création de partenariats stratégiques entre les acteurs de l'industrie de la sécurité privée, les organismes gouvernementaux concernés
Manque de soutien et manque de collaboration des institutions gouvernementales	Moyen	Moyen	Collaborer avec les organismes gouvernementaux compétents pour fournir le document pertinent.